

PROMOTION INTERNE 2025

Webinaire du jeudi 3 avril 2025

Recommandations préalables pour profiter pleinement de ce webinaire

- Nous vous invitons à vous isoler dans un endroit calme.
- Afin d'éviter tout bruit parasite, merci de bien vouloir couper vos micros.
- L'utilisation d'un casque ou d'écouteurs permet un meilleur confort.
- Il est toujours plus agréable d'être face à des visages plutôt qu'à un écran noir : merci d'activez vos webcams 😊



SOMMAIRE

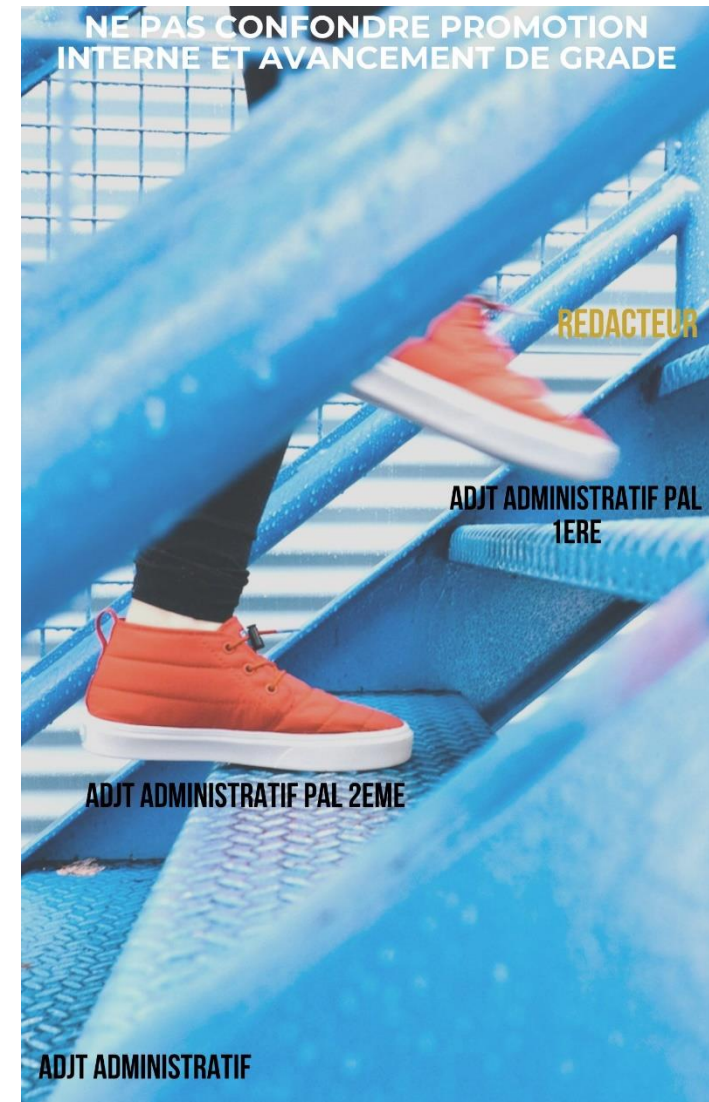
- Conditions d'ouverture et d'accès
- En Pratique
- Annexes

1/ Conditions d'ouverture et d'accès

1.1 DEFINITION

La promotion interne est une procédure dont la compétence relève du Centre de Gestion pour les collectivités et établissements affiliés. Cette procédure permet à un fonctionnaire d'accéder à un **cadre d'emplois et/ou une catégorie supérieure**, conformément à l'article L.523-1 du Code Général de la Fonction Publique.

Cette évolution se fait sans le bénéfice du concours, soit après réussite à un examen professionnel, soit par la validation des acquis et de l'expérience, selon les lignes directrices de gestion arrêtées par l'autorité territoriale.



1.1 DEFINITION

Le nombre de postes pouvant être ouverts au titre de la promotion interne est déterminé par une règle fixée par les statuts des cadres d'emplois considérés. Chaque année, le Centre de gestion établit le **nombre de postes ouverts** à la promotion interne en **fonction du nombre de recrutements intervenus l'année N-1** au sein des collectivités affiliées.

Ainsi, pour les collectivités affiliées, le Centre de gestion calcule **les quotas de promotion** en mutualisant les **recrutements intervenus sur son périmètre** et sa Présidence établit les listes d'aptitudes de promotion interne au regard des lignes directrices de gestion **établies pour les différentes catégories** (*apport de la loi n° 209-828 du 6 août 2019 de Transformation de la Fonction Publique*), suite à la suppression de la compétence des commissions administratives paritaires.



1.2 BENEFICIAIRES

Principe :

Tous les fonctionnaires **titulaires**, quelle que soit **leur quotité de travail** (*temps complet, temps non complet, temps partiel*), peuvent bénéficier de ce dispositif, sur proposition de l'employeur. Sont exclus de ce dispositif : les fonctionnaires stagiaires et les agents contractuels.

Particularités :

- Fonctionnaire détaché : maintien du bénéfice de la promotion interne (PI) dans le cadre d'emplois d'accueil sauf dispositions contraires dans le statut particulier (*article L.513-9 du code général de la fonction publique*).
- Fonctionnaire en disponibilité : rien n'empêche la PI d'un agent en disponibilité, toutefois sa nomination ne pourra intervenir qu'à sa réintégration en position d'activité.
- Fonctionnaire en décharge syndicale : les agents bénéficiant d'une décharge totale ou partielle, ou encore d'une mise à disposition syndicale, peuvent bénéficier de la PI (*article L.411-8 du CGFP et article L.212-2 du CGFP*).
- Fonctionnaire intercommunal : la nomination interviendra après avis ou propositions de l'ensemble des autorités territoriales employeuses. En cas de désaccord entre les autorités territoriales, les décisions autres que celles relatives à l'appréciation de la valeur professionnelle ne peuvent être prises que si la proposition de décision recueille l'accord des deux tiers au moins des autorités concernées, représentant plus de la moitié de la durée hebdomadaire de service effectuée par l'agent ou de la moitié au moins des autorités concernées représentant plus des deux tiers de cette durée (*article 14 du décret n° 91-298 du 20 mars 1991*).

1.3 GRADES VISES

Grades Accessibles par la Promotion Interne						
Filière Administrative	Filière Technique	Filière Sociale	Filière Animation	Filière Culturelle	Filière Sportive	Filière Police Municipale
Administrateur (P.I. du CNFPT)	Ingénieur en chef (P.I. du CNFPT)	Conseiller socio-éducatif	Animateur principal 2e classe	Directeur d'établissement artistique de 2e catégorie	Conseiller des APS	Directeur de Police Municipale
Attaché	Ingénieur		Animateur	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	Éducateur des APS principal 2e classe	Chef de service de Police Municipale
Rédacteur principal 2e classe	Technicien principal 2e classe			Conservateur du patrimoine / de bibliothèque	Éducateur des APS	
Rédacteur	Technicien			Attaché de conservation du patrimoine		
	Agent de maîtrise			Bibliothécaire		
				Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2e classe		
				Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques		

Annexes 3.1 à 3.6

1.4 CONDITIONS FIXEES PAR LE STATUT

Rappel

Moyen d'accès :

- Au choix
- Examen professionnel

Date de Validité des Conditions

1^{er} janvier de l'année de la liste

JANVIER 2025

LUN.	MAR.	MER.	JEU.	VEN.	SAM.	DIM.
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

Examen professionnel

L'agent **peut subir les épreuves un an, au plus tôt**, avant la date à laquelle il remplira les conditions (*article 16 du décret n ° 2013-593*).

La **réussite à l'examen professionnel ne garantit pas l'inscription** sur la liste d'aptitude mais tant qu'il n'est pas inscrit sur cette liste, le fonctionnaire conserve le bénéfice de cet examen (*le bénéfice de l'examen n'est pas perdu*).

1.4 CONDITIONS FIXEES PAR LE STATUT

Services effectifs

Selon les divers statuts, peuvent être exigés différentes périodes de « service effectif », dans un grade, un cadre d'emplois ou une catégorie hiérarchique.

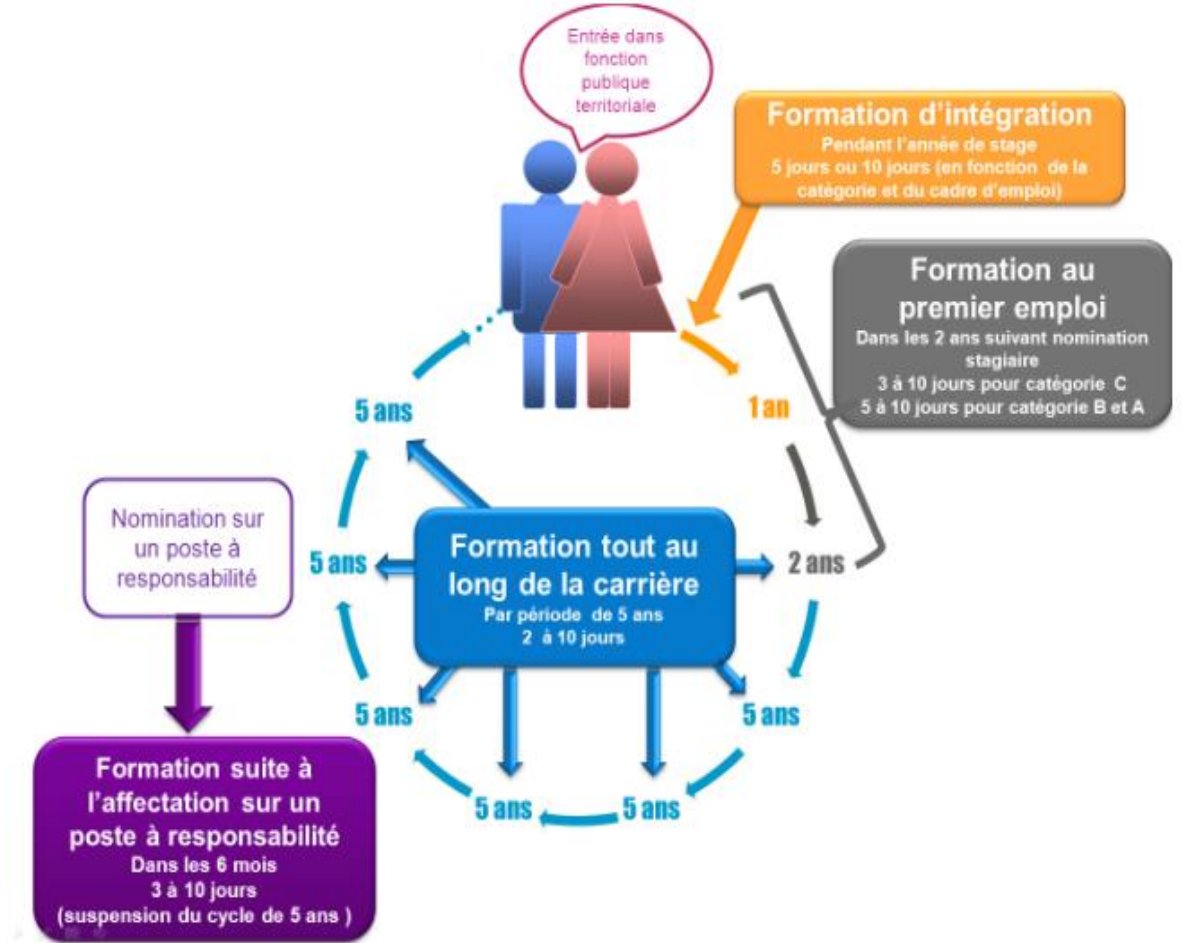
SERVICES RETENUS	SERVICES EXCLUS
<ul style="list-style-type: none">- Position activité (<i>temps partiel, congés de maladie, maternité, mise à disposition</i>)- Période de congé parental (<i>avant et après août 2019</i>)- Détachement (<i>lorsque cela est inscrit</i>)- Période normale de stage- Périodes de services contractuels ayant bénéficié des mesures de titularisation directe- Périodes de services contractuels au motif de l'article L 326-1 du CGFP- Certaines périodes de détachement et services accomplis pour les fonctionnaires intégrés- Services contractuels (<i>lorsque cela est inscrit</i>)	<ul style="list-style-type: none">- Détachement (<i>hors mention</i>)- Certaines positions statutaires de disponibilité, service national- Les services contractuels repris lors de la nomination stagiaire- Les services publics contractuels repris via le dispositif SAUVADET- Les prorogations de stage- Les exclusions temporaires

1.5 CONDITIONS DE FORMATION

La Formation Statutaire Obligatoire fait partie intégrante des conditions réglementaires fixées par chaque statut particulier et s'adresse à l'ensemble des cadres d'emplois accessibles par la voie de la promotion interne (sauf exceptions visées dans chaque statut particulier).

Ainsi, l'inscription des fonctionnaires proposés sur les listes d'aptitude au titre de la promotion interne **est conditionnée à l'accomplissement de la totalité de ces obligations de formation pour les périodes révolues**. Il est donc impératif pour l'autorité territoriale de vérifier cette condition réglementaire avant toute proposition.

Les conditions de mise en œuvre de ces formations sont définies par le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008



Annexe 3.7.1

1.5 CONDITIONS DE FORMATION

**Annexes 3.7.2
3.7.3**

Pour les fonctionnaires nommés avant le 1 ^{er} juillet 2008.	Pour les fonctionnaires nommés après le 1 ^{er} juillet 2008
<p>⇒ 2 jours de formation de professionnalisation tout au long de la carrière sur chacune des périodes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2013- Du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2018- Du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2023	<p>⇒ 3 jours (<i>catégorie C</i>) ou 5 jours (<i>catégories B et A</i>) de formation de professionnalisation au 1^{er} emploi dans les 2 ans suivant la nomination.</p> <p>⇒ A l'issue : 2 jours de formation de professionnalisation tout au long de la carrière</p>

Une dispense totale ou partielle de formation peut être accordée. La demande doit être présentée au CNFPT par l'autorité territoriale, après concertation avec l'agent : <https://www.cnfpt.fr/se-former/suivre-formation/se-former-au-long-sa-carriere/formations-dintegration/modalites-dispense-formation-statutaire-obligatoire/national>

Interlocuteur CNFPT : **karine.roman@cnfpt.fr**

1.5 CONDITIONS DE FORMATION

NOUVEAU!

Décret n° 2024-907 du 8 octobre 2024 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux

Le décret a pour objet d'introduire un mécanisme de validation a posteriori des obligations de formation non satisfaites par un fonctionnaire territorial, pour les périodes révolues, et de lever ainsi un frein à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux tout en maintenant le caractère obligatoire de la formation.

Il modifie notamment l'article 16 du décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux :

« Le fonctionnaire qui n'a pas satisfait à ces obligations avant l'échéance des périodes de formation prévues par le statut particulier de son cadre d'emplois d'origine peut toutefois accéder à un nouveau cadre d'emplois s'il justifie, préalablement à son inscription sur la liste d'aptitude mentionnée au 1° ou au 2° de l'article L. 523-1 du code général de la fonction publique, du suivi des formations en cause.

Le Centre national de la fonction publique territoriale atteste du respect de ses obligations de formation par le fonctionnaire dans les conditions fixées par les deux alinéas précédents. »

1.5 CONDITIONS DE FORMATION

NOUVEAU!

Décret n° 2024-907 du 8 octobre 2024 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux

Pour les fonctionnaires nommés avant le 1 ^{er} juillet 2008	Pour les fonctionnaires nommés après le 1 ^{er} juillet 2008
<p>⇒ 2 jours de formation de professionnalisation tout au long de la carrière sur chacune des périodes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2013- Du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2018- Du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2023 <p>Les jours de formation peuvent être réalisés, pour chacune des périodes révolues, jusqu'à la veille de la parution de la liste d'aptitude.</p>	<p>⇒ 3 jours (<i>catégorie C</i>) ou 5 jours (<i>catégories B et A</i>) de formation de professionnalisation au 1^{er} emploi dans les 2 ans suivant la nomination.</p> <p>⇒ A l'issue : 2 jours de formation de professionnalisation tout au long de la carrière.</p> <p>Les jours de formation peuvent être réalisés, pour chacune des périodes révolues, jusqu'à la veille de la parution de la liste d'aptitude.</p>

1.5 CONDITIONS DE FORMATION



Décret n° 2024-907 du 8 octobre 2024 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux

Ainsi, pour un dossier de promotion interne en 2025, un agent qui n'a pas satisfait à ses obligations de formation avant le 1^{er} janvier 2025 pourra accomplir ses formations obligatoires au plus tard jusqu'à l'établissement de la liste d'aptitude.

⚠ IMPORTANT : les formations transmises ne permettent pas à l'agent d'ajouter des points dans le cadre des LDG.

Il s'agit seulement des conditions statutaires d'inscription sur liste d'aptitude.

1.5 CONDITIONS DE FORMATION

Précision importante :

Les formations statutaires obligatoires sont à distinguer des formations prises en compte dans la cotation (LDG).



En effet, toutes les formations y compris les prépas concours, formations hygiène et sécurité, formation syndicale, et tous les organismes de formation sont prises en compte dans le calcul des points attribués à l'agent.

La période de référence est du **01/01/2019 au 31/12/2024** (N – 5).

1.5 CONDITIONS DE FORMATION

Particularité de la Police Municipale

Ces dispositions ne s'appliquent pas à la filière **Police Municipale** qui doit répondre à des règles spécifiques en matière de formation professionnelle obligatoire.

L'inscription sur la liste d'aptitude de Chef de service de Police Municipale ne **peut intervenir qu'au vu des attestations établies par le CNFPT** précisant que l'agent a accompli dans son cadre d'emplois d'origine la formation prévue à l'article **L.511-6 du Code de la sécurité intérieure (formation continue obligatoire de 10 jours organisée par le CNFPT devant être suivie tous les 5 ans, article 6 - décret n° 2011-444 du 21 avril 2011)**.



1.6 REGLES D'OUVERTURE DES POSTES ET CALCUL DES QUOTAS

Définition

Le nombre de fonctionnaires susceptibles de bénéficier d'une inscription sur la liste d'aptitude au titre de la Promotion interne est déterminé **grâce à une règle de quotas fixée par le statut particulier** des cadres d'emplois considérés, **appliquée au nombre de recrutements de fonctionnaires intervenus** dans ces mêmes cadres d'emplois.

Nominations prises en compte

- Après réussite à un concours (externe, interne, troisième voie, réservé)
- Par voie de mutation externe
- Par voie de détachement ou d'intégration directe externe



Ne sont pas prise en compte les nominations internes aux collectivités

1.6 REGLES D'OUVERTURE DES POSTES ET CALCUL DES QUOTAS

1ère possibilité : LES QUOTAS

- Prise en compte des nominations sus-citées
- Assouplissement : 2 recrutements (*et non plus 3*) pour 1 poste
- Prise en compte des nominations prononcées sur le motif de l'article L. 352-4 CGFP

2ème possibilité : LA CLAUSE DE SAUVEGARDE

- Prise en compte de l'effectif total des agents titulaires du grade (hors PI)
- Application du quota à 8% des recrutements (*et non plus 5%*)
- Prise en compte des agents contractuels en CDI dans l'assiette de calcul
- Au 31 décembre de l'année N-1



1.6 REGLES D'OUVERTURE DES POSTES ET CALCUL DES QUOTAS

3ème possibilité : REGLE DEROGATOIRE

- Lorsque le nombre de recrutements ouvrant droit à une nomination au titre de la promotion interne n'a pas été atteint pendant une période de 2 ans (*avant 4 ans*)
- Le point de départ de la période est celle de la dernière nomination au titre de la PI
- Au moins 1 recrutement intervenu sur la période



1.6 REGLES D'OUVERTURE DES POSTES ET CALCUL DES QUOTAS

Exemple : Le cadre d'emplois des Conseillers des APS est accessible au titre de la Promotion interne à raison d'une nomination pour 2 recrutements de Conseiller des APS intervenus dans le département.

Application de la règle des quotas prévue par le statut particulier du cadre d'emplois :

Hypothèse : 2 recrutements

Règle : 1 nomination pour 2 recrutements

Résultat : 2 recrutements \times 1/2 (quota) = 1 donc 1 nomination possible

Clause de sauvegarde :

Hypothèse : 2 CDI et 8 titulaires du grade de Conseillers des APS dans l'ensemble des collectivités au 31 décembre

Règle : 8% de cet effectif

Résultat : 10 conseillers \times 8% \times 1/2 (quota) = 0,4 donc aucune nomination possible

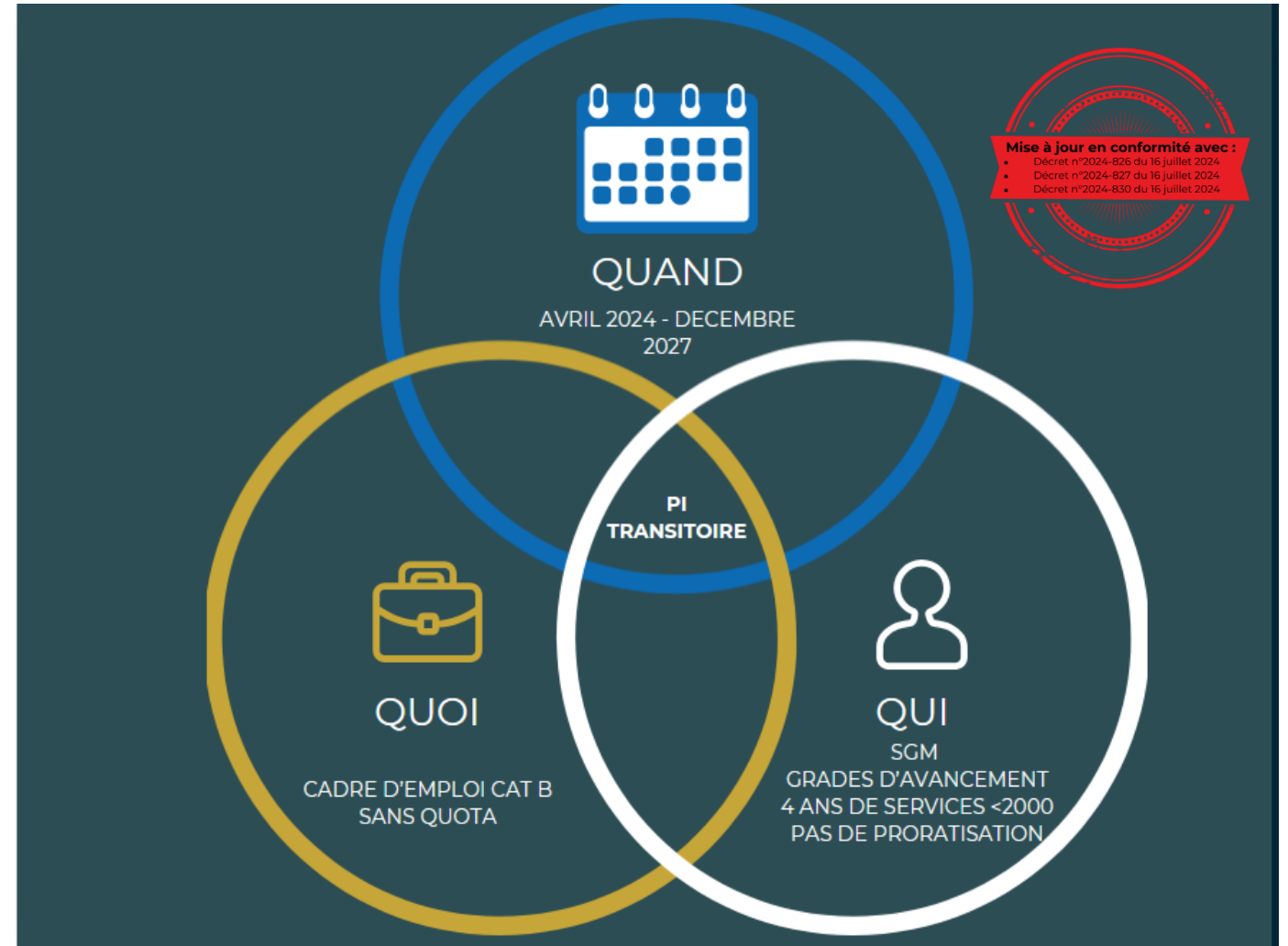
Dans ce cas, la règle du quota est plus favorable, les 2 recrutements (règle des quotas) ne seront pas reportés pour une Promotion Interne ultérieure.

1.6 REGLES D'OUVERTURE DES POSTES ET CALCUL DES QUOTAS :

**FOCUS : Secrétaires Généraux
de Mairie**



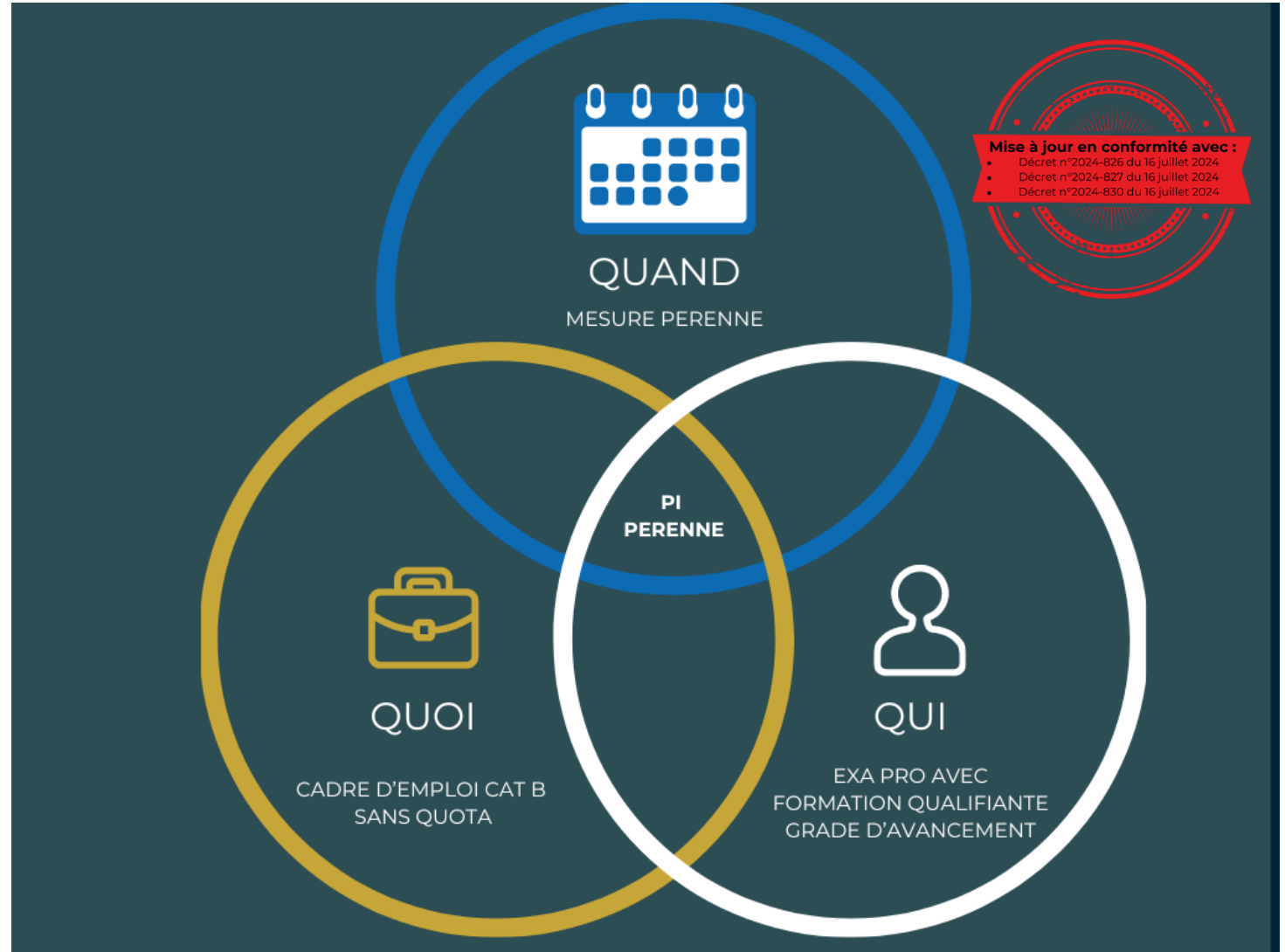
PI Transitoire



1.6 REGLES D'OUVERTURE DES POSTES ET CALCUL DES QUOTAS :

**FOCUS : Secrétaires Généraux
de Mairie**

PI Pérenne



2/ EN PRATIQUE

2.1 MISE A JOUR DES DOSSIERS INDIVIDUELS

Le Centre de gestion est destinataire de tous les arrêtés touchant à la gestion du personnel des collectivités affiliées, afin d'actualiser chaque dossier administratif.

Exemple : Recrutement sans concours, après concours, par voie de mutation, sur emplois réservés, par voie de détachement, par intégration directe, nomination par promotion interne, mise à disposition.

- **Sous un délai de 2 mois** (*article 40 du décret 85-643*).
- Le nombre de postes ouverts au titre de la promotion interne **dépend du nombre de recrutement** intervenus sur l'ensemble des collectivités affiliées au Centre de gestion.
- **La transmission des arrêtés portant recrutement et nomination des agents est donc une étape primordiale à la Promotion Interne.**



2.2 LIGNES DIRECTRICES DE GESTION

Ces lignes directives visent à garantir **l'égalité de traitement entre tous les fonctionnaires des collectivités affiliées, la non-discrimination, l'égalité des femmes et des hommes, la valorisation et la diversité des parcours professionnels.**

Elles visent en particulier à préciser les modalités de prise en compte par l'autorité de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents, notamment à travers :

- La diversité du parcours et des fonctions exercées ;
- Les formations suivies ;
- Les conditions particulières d'exercice, attestant de l'engagement professionnel ;
- La capacité d'adaptation et, le cas échéant, de l'aptitude à l'encadrement d'équipes ;
- Les activités professionnelles exercées par les agents, y compris celles intervenant dans le cadre d'une activité syndicale et celles exercées à l'extérieur de l'administration d'origine, dans une autre administration, dans le secteur privé, notamment dans le secteur associatif, ou dans une organisation européenne ou internationale.

Annexes 3.7.4 à 3.7.6



CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE



LIGNES DIRECTRICES DE GESTION EN MATIERE DE PROMOTION INTERNE

2.3 COMPOSITION ET PROPOSITION DE DOSSIERS

Rappel :

- **Choix de l'autorité territoriale** pour les agents promouvables
- Dépôt des dossiers sur la plateforme dédiée
- Période de 3 mois d'ouverture de plateforme : Juillet à Septembre
- **Aucune relance d'effectuée**
- **Rejet des dépôts parvenus après la période d'ouverture**

Annexes 3.7.7 – 3.7.8 – 3.7.9



2.4 ETABLISSEMENT DE LA LISTE D'APTITUDE

Rappel :

- En application des critères fixés par les lignes directrices de gestion **la Présidence du Centre de gestion**, assistée **d'une commission composée d'élus et de représentants du personnel**, examine l'ensemble des dossiers et élabore les listes d'aptitudes.
- Les listes d'aptitudes sont établies par ordre alphabétique et ont une valeur nationale.
- Leur durée de validité est limitée à 2 ans, renouvelable 2 fois **(soit 4 ans au total)**, sur demande écrite de l'agent 1 mois avant le terme.



2.5 NOMINATION

Rappel :

- Création ou vacance d'emploi (*au tableau des effectifs*)
- Déclaration de création d'emploi (DCE) ou déclaration de vacance d'emploi (DVE)
 - *Durée minimale de 4 semaines*
 - *Risque de nullité de la nomination de l'agent*

Annexe 3.7.11 et modèles d'arrêtés

- Prise de l'arrêté de nomination (votre référente Carrières peut vous accompagner dans cette démarche)
 - *Référente CT/EP < 50 agents : Anne Laure SOPENA*
 - *Référente CT/EP > 50 agents + intercommunalités et EHPAD : Céline BACH*

Particularités :

- Nomination par voie de détachement avec un stage de 6 mois pour les catégories A et B
- Agent de Maîtrise : dispense de stage lorsque 2 ans de services ont été accomplis sur un emploi de même nature
- Pas d'obligation de formation d'intégration

2.6 INFORMATIONS AUX COLLECTIVITES

Nouveauté :

Sur demande de l'autorité territoriale ou du service gestionnaire, le Centre de gestion peut communiquer, au travers d'une fiche synthèse, les résultats des agents proposés mais non inscrits sur liste d'aptitude.



Synthèse du dossier de Promotion Interne catégorie B

de

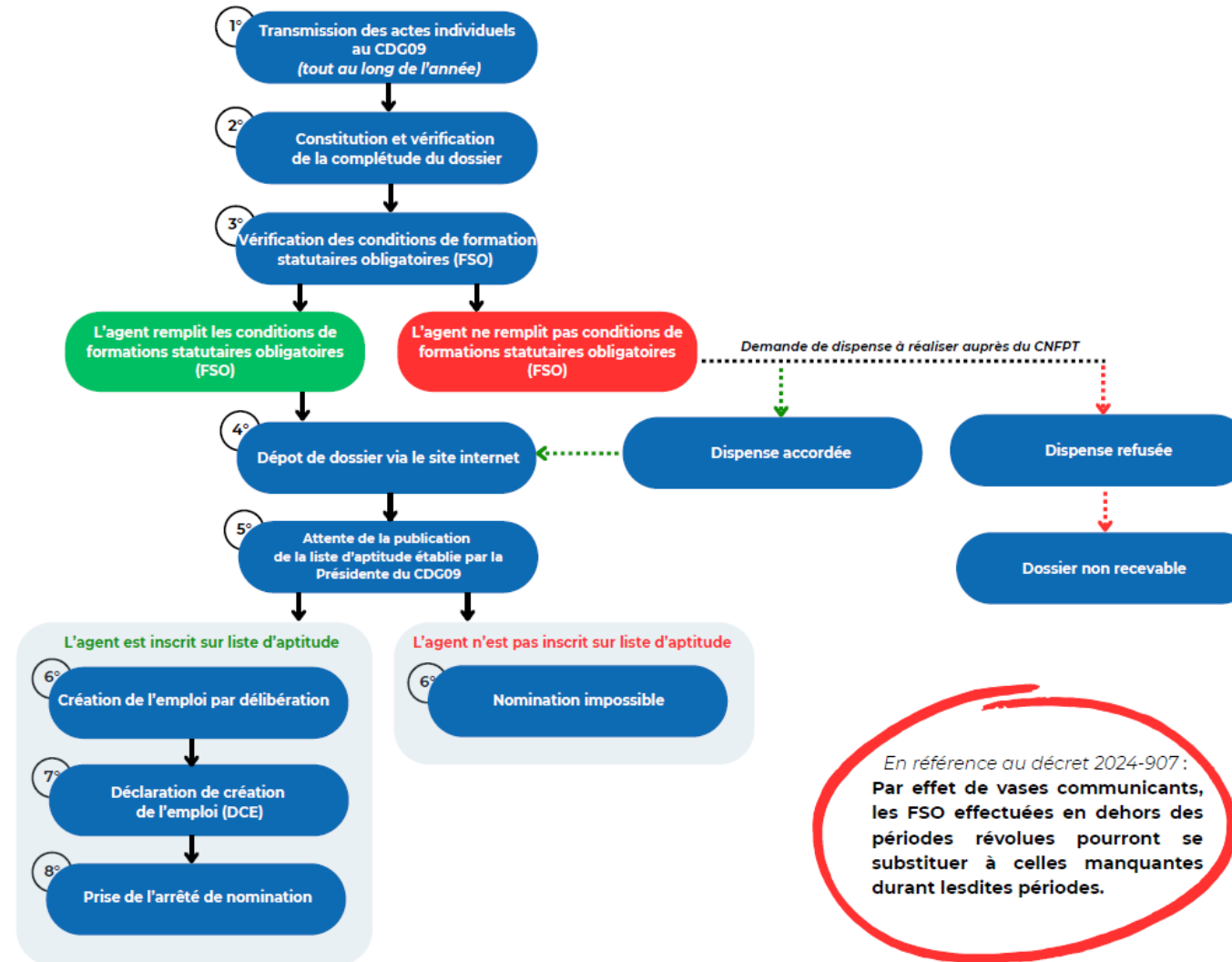
année.....

Collectivité	
Grade	
Promotion interne visée	
Poste	

2.7 CHEMINEMENT DU DOSSIER

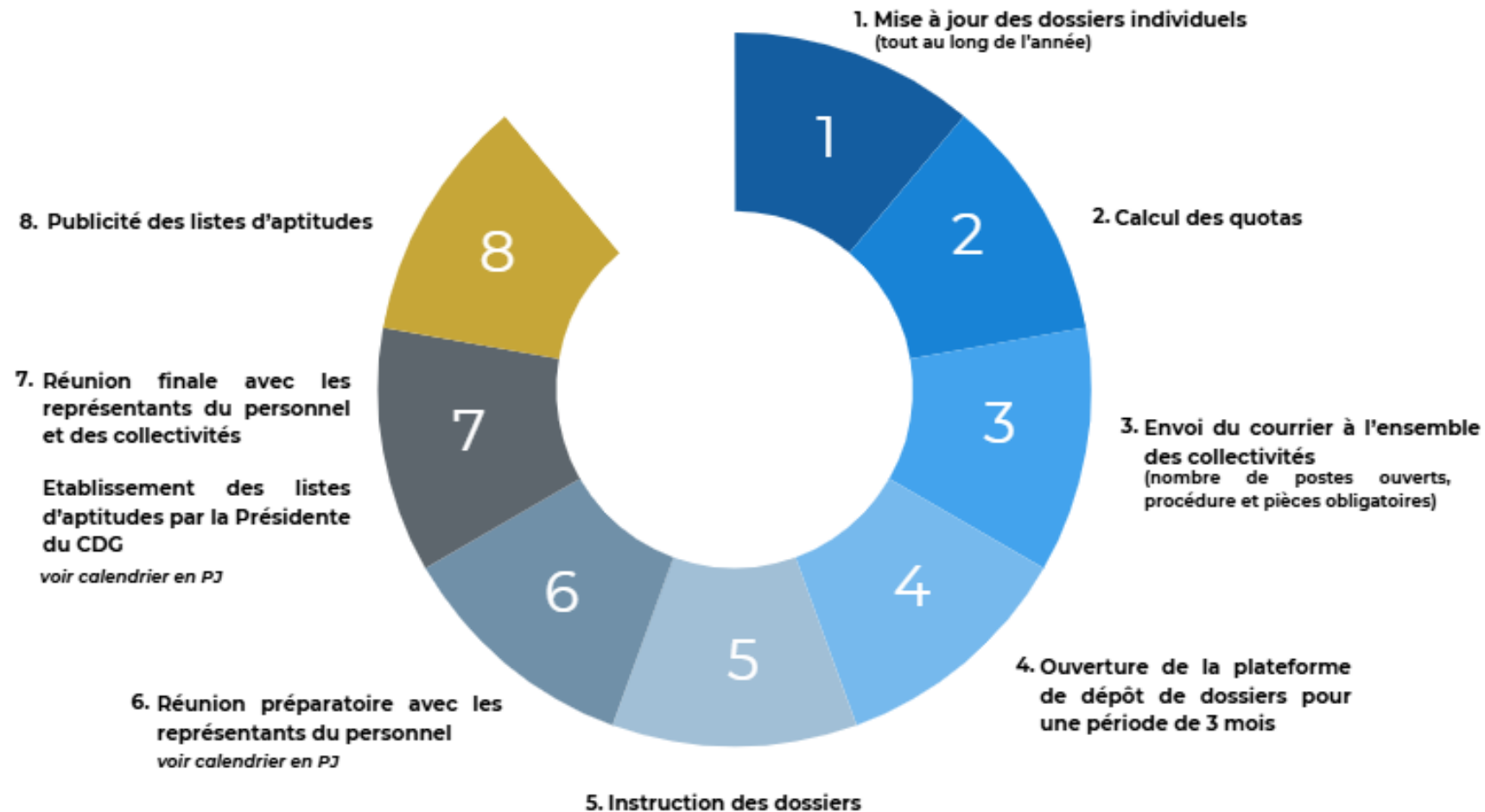
LES ÉTAPES DU DÉPÔT DE DOSSIER - QUE FAIT LA COLLECTIVITÉ ?

Annexe 3.7.12



2.7 CHEMINEMENT DU DOSSIER

QUE FAIT LE CENTRE DE GESTION ?



Annexe 3.7.12

2.8 CALENDRIER

Annexe 3.7.13

<u>Janvier</u>	<u>Février</u>	<u>Mars</u>
Mise à jour des carrières	Mise à jour des carrières	Mise à jour des carrières
<u>Avril</u>	<u>Mai</u>	<u>Juin</u>
Mise à jour des carrières	Mise à jour des carrières	Calcul des quotas et communication
<u>Juillet</u>	<u>Août</u>	<u>Septembre</u>
Dépôt de dossier	Dépôt de dossier	Dépôt de dossier
<u>Octobre</u>	<u>Novembre</u>	<u>Décembre</u>
Extraction et instruction des dossiers	06 : Réunion de préparation 13 : Réunion de <u>présentation</u>	

3 ANNEXES

- 3.1 Filière Administrative
- 3.2 Filière Technique
- 3.3 Filière Animation
- 3.4 Filière Culturelle
- 3.5 Filière Police
- 3.6 Filière Sportive

CONTACTS

- Marion REVERDY : marion.reverdy@cdg09.fr
- Corentin GOMEZ : corentin.gomez@cdg09.fr

MERCI DE VOTRE ATTENTION !